

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 3 décembre 2025

Nos réf. : SAU/CL/MI n° 25 - 656

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCIAE Dienville

44 avenue Paul Girard
10500 DIENVILLE

Code AIOT : 0005701978

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 septembre 2025 dans l'établissement SCIAE Dienville implanté 44 avenue Paul Girard - 10500 DIENVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi de la non-conformité du bâtiment d'entreposage, identifiée lors de l'inspection du 19 décembre 2024.

À la suite de ce constat, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été notifié à l'exploitant, l'enjoignant de se conformer aux prescriptions de l'article 4.2 de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire (APC) du 8 janvier 2015. Plus précisément, il lui a été demandé d'installer les exutoires requis dans le bâtiment 29bis, et ce dans un délai d'un an à compter de la notification.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCIAE Dienville
- 44 avenue Paul Girard - 10500 DIENVILLE
- Code AIOT : 0005701978
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SCIAE DIENVILLE est spécialisée dans la production et la fabrication de meubles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Exutoires	AP Complémentaire du 08/01/2015, article 4.2	Mise en demeure	1 an

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un **projet d'arrêté de mise en demeure** avait été établi suite à la visite d'inspection du 19 décembre 2024.

Lors de la visite d'inspection, l'installation ne respecte toujours pas les prescriptions de l'article 4.2 de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 08 janvier 2015 imposant la mise en œuvre des exutoires dans le bâtiment 29bis dans un délai de 1 an.

Hors constat, l'exploitant a communiqué des éléments relatifs à la disponibilité effective des débits d'eau.

L'inspection propose au Préfet de l'Aube de signer le projet d'arrêté de mise en demeure modifié rappelant à l'exploitant la nécessité de se conformer aux textes réglementaires applicables. Il a d'ores et déjà été rappelé à l'exploitant qu'une évolution de son référentiel réglementaire pourrait être envisagée sous réserve de la transmission d'éléments techniques adaptés et après avis favorable du SDIS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exutoires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/01/2015, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter l'échéancier de mise en conformité suivant : - Cellule 1 du bâtiment 29bis 31/08/2017 - Cellule 2 du bâtiment 29bis 31/08/2017 De plus, les mesures suivantes s'appliquent pour les bâtiments 24,25 et 29bis jusqu'à la mise en conformité de leur système de désenfumage : [...] Le volume stocké de chaque cellule du bâtiment 29bis ne pourra excéder 70% de la capacité maximum de stockage d'une cellule, soit 492 cages de stockage sur les 702 cages de la cellule 1 et 759 cages de stockage sur les 1084 cages de la cellule 2. [...].
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas mis en conformité le système de désenfumage du bâtiment 29bis, comme l'exige l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 janvier 2015. Cette non-conformité a fait l'objet d'un projet d'arrêté de mise en demeure.

Il est proposé à Monsieur le Préfet de l'Aube de signer le projet d'arrêté de mise en demeure.

L'exploitant a déclaré rencontrer des difficultés financières l'empêchant de réaliser les investissements nécessaires à cette mise en conformité. Le bâtiment dispose d'exutoires sur environ 1 % de la surface de toiture. Par ailleurs, l'exploitant a mis en place un nouvel RIA. L'exploitant déclare disposer d'exutoires sur environ 1 % de la toiture du bâtiment.

Compte-tenu de ces éléments l'exploitant envisage un aménagement aux prescriptions réglementaires concernant l'installation des exutoires dans le bâtiment 29 bis.

L'inspection des installations classées rappelle ne pas être opposé à accompagner l'exploitant vers un tel aménagement sous réserve que ce dernier soit en capacité de démontrer qu'en cas de survenue d'un incendie, il sera en capacité gérer efficacement les suites sans porter atteinte aux riverains et à l'environnement notamment.

Des éléments justificatifs sont donc attendus pour permettre une instruction appropriée de cette demande. Dans l'attente de la transmission de ces données, il est fermement rappelé à l'exploitant que cette prescription reste applicable sur son site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Arrêté de Mise en Demeure